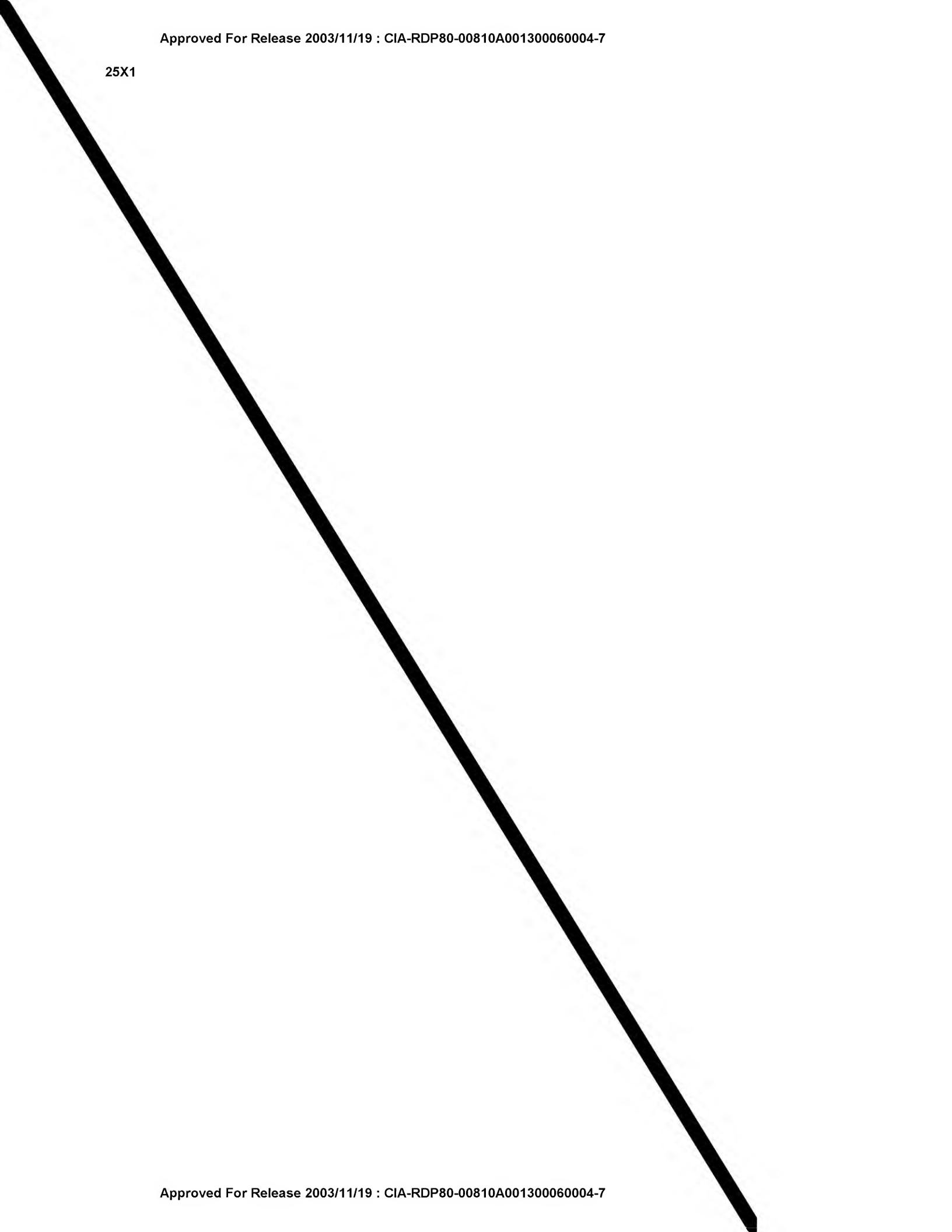


25X1

A large, thick black line forms a diagonal from the top-left corner of the page towards the bottom-right corner, effectively redacting the entire page content.

COURRIER DU CONTINENT

*L'Appel au peuple*NUMERO 15
AVRIL 1953Prix
Fr. 0,55Editeur responsable : G.-A. Amaudruz,
Lausanne.Adresse pour la correspondance : Courrier
du Continent, Case Ville 728, LausanneAbonnements ordinaires, 10 numéros.....Fr. 5.-
Idem, avec envoi sous pli fermé.....Fr. 7.-
Abonnements de soutien.....Fr. 25.-
CCP : II. 13825, Courrier du Continent, Lausanne

LA TERREUR EN ALLEMAGNE

des camarades persécutés nous écrivent

Chers camarades,

Avec effet au 29 janvier 1953, le Sénat de Berlin a dissous la Communauté de Travail NATION EUROPA, parce que

"elle s'oppose à l'ordre constitutionnel et à l'idéal de la réconciliation des peuples."

En outre, le Sénat prétend que la Communauté de Travail poursuit le but

"de saper l'ordre constitutionnel à Berlin, de propager à nouveau des conceptions antisémites, contraires à l'idéal de la réconciliation des peuples, et de répandre à nouveau des idées nationales-socialistes dans la population."

L'interdiction a été provoquée par un rapport du "Daily-Mail" du 23 janvier 1953 sur la réunion de la Communauté de Travail NATION EUROPA du 22 janvier 1953, rapport entièrement mensonger.

Comme vous le savez, nous avons été la seule organisation allemande à protester contre le paiement de réparations à l'Etat d'Israël.

Comme vous le savez, nous sommes le facteur principal dans le combat contre le communisme, combat qui est notre mission.

Comme vous le savez, nous avons dénoncé la SPD marxiste et contrôlée par le parti Travail-liste anglais comme un pionnier du bolchévisme, nous avons dénoncé un gouvernement éven-tuel de Oitenhauer comme le gouvernement d'un Kerenski moderne.

Dans quelle mesure l'"affaire du Daily-Mail" et ses conséquences répondent à un plan, nous ne l'apprendrons guère de si tôt. Mais c'est chose connue à Berlin que depuis longtemps la SED (communiste) et la SPD (socialiste) s'efforcent par tous les moyens d'éliminer notre organisation.

Une autre circonstance devait encore renforcer nos adversaires dans leur volonté d'écarter de la vie politique la Communauté de Travail NATION EUROPA.

Vous le savez, Berlin possède à maints égards un statut spécial. Au point de vue de la politique parlementaire, il est particulièrement évident qu'ici - à la différence de Bonn - une grande coalition SPD - CDU - FDP cherche à écraser toute opposition par la clause antidémocratique des 5 % et par l'obligation de licence pour les partis et leurs publications.

La population berlinoise condamne les trois partis de coalition et en premier lieu la SPD. Elle cherche un mouvement politique qui soit socialiste et défende les intérêts allemands.

La Communauté de Travail NATION EUROPA avait gagné beaucoup de terrain ces derniers mois, grâce à une action acharnée et à un combat efficace contre le bolchévisme et ses alliés et contre les réparations à Israël. Elle devanait le point de cristallisation de l'opposition nationale dans la capitale du Reich; sa réputation grandissait.

Par notre conception "Berlin-l'Allemagne-l'Europe", nous avions gagné de nombreux adhérents dans les milieux ouvriers et dans la jeunesse.

Lorsque la presse des dernières semaines attaquait le "petit cercle" de "jeunes nazis" ou publiait des chiffres comme par exemple la "Frankfurter Allgemeine" (12 membres et environ 50 adhérents !), il s'agissait évidemment d'une propagande destinée à l'étranger, mais qui ne trompe personne à Berlin où l'on connaît la situation réelle.

J'estime utile et nécessaire de rendre compte ici ouvertement et loyalement de notre activité.

En présence du fait qu'on a traité nos membres et nos adhérents comme des hors-la-loi, qu'on a effectué des perquisitions antidémocratiques afin de saisir la brochure de Hans-Ulrich RUDEL (chez plus de 2000 personnes dans le nord de Berlin, selon la presse), en présence du fait que dans la presse et la radio on cherchait à présenter la Communauté de Travail comme une organisation antidémocratique, néofasciste, nos camarades ayant une situation dépendante étaient contraints d'éviter de se faire reconnaître com-

comme membres de Adversaire de toute activité illégale ou clan- districts
comptait une centaine de membres, sélec- administratifs de Berlin-Ouest. Chaque cercle de
tionnés selon des critères très sévères, ac- travail se composait, selon le nombre des mem-
tifs et de toute confiance. En outre, il y a- bres et adhérents, de 2 à 5 groupes de travail;
vait un solide cercle d'adhérents d'environ et chaque groupe de travail de 2 à 4 Nachbar-
1500 personnes, dont beaucoup de personnalités schaften.

Et ainsi la Communauté de Travail NATION EU- ROPA comptait une centaine de membres, sélec- tionnés selon des critères très sévères, ac- tifs et de toute confiance. En outre, il y a- vait un solide cercle d'adhérents d'environ 1500 personnes, dont beaucoup de personnalités de valeur, prêtes à toute collaboration. A part cela, nous avions un cercle de sympathi- sants très étendu, impossible à chiffrer exac- tement, et englobant un certain nombre d'or- ganisations politiques. Nous avions en tout temps la possibilité, pour nos travaux, de trouver des spécialistes dans n'importe quel domaine.

Vous pourrez mieux juger notre organisation, (dirigée, selon le Sénat de Berlin, contre la réconciliation des peuples), si vous considérez que nous étions en mesure de fournir des inter- prètes ou des tra- ducteurs pour les

langues suivantes : arabe, danois, anglais, français, italien, croate, latin, hollandais, norvégien, polonais, portugais, roumain, russe, suédois, serbe, espagnol, tchèque, ukrainien, hongrois.

De même, nous avions naturellement assez d'amis en Allemagne et à l'étranger pour con- naître les problèmes de toutes les régions.

L'organisation elle-même, à côté de 12 com- missions spéciales, comprenant membres et adhé- rents, comprenait 4 sections; chaque section,

La vie est une source de joie; mais partout où se trouve la canaille, les sources sont empoisonnées.

NIETZSCHE

Grâce à notre doctrine, à notre dynamisme, à notre idéalisme reconnu, à notre esprit d'entrepreneur, nous é-

facteur politique avec lequel on comptait. Les ennemis du Reich nous détestaient et nous redou- taient. Nous étions une raison d'espérer pour les patriotes.

On neut interdire notre organisation; on peut nous persécuter, nous calomnier, nous traduire devant des tribunaux. Notre idée de la Nation Européenne sera réalisée par la Jeunesse et par les Combattants de tous les peuples de notre Continent, que cela convienne ou non à nos ad- versaires.

PENSEZ A BERLIN !

Erwin Schönborn

TERREUR EN ALLEMAGNE...

...Ils ont recommencé, les disciples de Mor- genthau !

En janvier, les autorités britanniques d'oc- cupation arrêtaient Naumann et ses camarades. Ils sont toujours détenus. Une fois de plus, des ploutocrates anglais se sont faits les ins- truments de la même conspiration mondiale.

Depuis lors, les autorités qui se disent al- lemardes mais n'ont d'allemand que le nom ont frappé à coups redoublés. Interdictions, perqui- sitions, boycottage, la sécurité, la vie même de nombreux camarades sont en danger.

A cette heure décisive, nous sommes en pen- sée auprès des camarades allemands.

Et nous tenons à flétrir de notre réproba- tion les nains qui les tyrannisent.

A nos vaillants camarades de la Communauté de Travail NATION EUROPA : votre exemple ne sera pas oublié !

Rien ne sera oublié !

L'heure approche !...

Az

Dernière heure. Fritz Rössler (alias Dr Franz Richter) qui, pour avoir fait opposition en tant que député au Bundestag allemand aux intrigues des parlementaires du système et notamment pour s'être opposé au versement de réparations à l'E- tat d'Israël, s'était attiré la haine du régime et qui avait été condamné à un (suite plus bas)

Si vous lisez l'allemand...

...il vaut vraiment la peine de commander le

PHILOSOPHEN-LEXIKON de Carl DECURTINS

au Ashen-Verlag, Affoltern a.A. Prix : Fr. 9.-.

Un dictionnaire philosophie rendant hommage aux penseurs de la Révolution européenne.

(suite) an et demi de prison, au printemps 1952, pour fausse identité, vient de subir une condam- nation supplémentaire de cinq mois de prison pour offense à Adenauer (qu'il avait traité au Bundestag de "valet de chambre des puissances coloniales"). Bien qu'Adenauer se soit déclaré, paraît-il, d'accord de retirer sa plainte, le juge continua le procès à la demande du Procureur général (Juif !) et le tribunal accepta intégralement la peine requise. Le défenseur ayant demandé pour pourquoi le procès continuait malgré la renonciation d'Adenauer, le juge répondit qu'il ne voyait pas la nécessité d'en indiquer les motifs... - Rossler est très maigri par la maladie et sa famille se trouve dans le dénuement. Sa détention durera jus- qu'en 1954. Que ceux qui peuvent aider nous écrivent !!!

LUTTE DES CLASSES OU COMMUNAUTÉ POPULAIRE ?

Sous chiffre 2 des principes généraux de notre programme, nous nous engageons à remplacer la lutte des classes par l'union des classes.

Marx désigne par "classe" un groupe social contraint par les conditions économiques à mener un combat d'intérêt contre les autres. Nous pouvons adopter cette définition, même si elle vient de Marx. Mais là où nous ne sommes plus d'accord, c'est dans les tentatives faites jusqu'ici pour surmonter les oppositions de classes. Diverses tentatives ont eu lieu. Le résultat, c'est que les oppositions de classes subsistent encore. Que l'entente relative actuelle entre employeurs et employés ne nous trompe pas ! Aujourd'hui, les antithèses sont simplement masquées par la bonne conjoncture. Mais celui qui sait observer reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'une paix, mais d'un armistice.

Les raisons pour lesquelles la paix ne règne pas sont liées au système économique et au système des partis. Chaque parti représente une certaine classe. Nous avons des partis bourgeois, ouvriers, artisans et paysans, ainsi que des groupements religieux. Chacun de ces partis s'occupe des intérêts de la classe qu'il représente et de ceux-là seulement. Chaque parti promet de mener la lutte pour ces intérêts, c'est à-dire contre tous les autres partis et les groupes sociaux que ceux-ci représentent. Et si les

partis prétendent défendre en outre les intérêts du pays, ce n'est qu'une lourde escroquerie. Ou bien un parti défend les intérêts de l'ensemble du pays ou bien ceux d'une classe. Si un seul des grands partis actuels défendait les intérêts suisses, la lutte des classes se rait terminée depuis longtemps. Si elle dure toujours, cela peut signifier deux choses : ou bien les politiciens ne sont pas capables de prendre les mesures voulues, ou bien ils ne tiennent pas à résoudre le problème des relations entre employés et employeurs. Dans le premiers cas, ils devraient démissionner, dans le second cas, on devrait les y contraindre.

Les partis de classes n'ont d'autre choix que de tendre à la domination (communisme) ou subsister comme partis de classes à côté d'autres. Cela signifie : dictature de classe ou éternisation de la lutte des classes. La Suisse d'aujourd'hui est un pays de classes. Les partis ont divisé le peuple selon les bordereaux d'impôts. Et cela devrait durer ? Qui, puisque les partis veulent durer et que les parlementaires ne veulent perdre ni leur auge ni leur litière.

Examinons rapidement les propositions des partis en vue de résoudre la tension entre ouvriers et entrepreneurs. Nous verrons que leur "critique constructive" consiste à vouloir remettre les défauts du système par des erreurs de leur crû.

La recette socialiste est connue : statisation des moyens de production. Ce principe méconnaît que seule une économie maintenant l'initiative privée, donc la propriété privée, fonctionnera de manière satisfaisante. Là où

la perspective d'un gain personnel tombe, la rentabilité baisse automatiquement. Cela n'empêche pas les socialistes de postuler l'étatisation de l'industrie privée. Autre chose : les expropriations ne suppriment pas la lutte des classes, mais conduisent à l'oppression de la classe expropriée. C'est là simplement un moyen d'augmenter la puissance de l'Etat, mais non d'améliorer la situation des ouvriers. Violence et terreur accompagneraient nécessairement ces méthodes. De cette "démocratie" hypocritement célébrée, rien ne resterait.

La réalisation des postulats socialistes entraînerait l'exclusion de personnalités capables de la vie économique, processus qui a eu lieu dans les démocraties populaires. Les socialistes parviendraient-ils à combler ces pertes par leurs propres forces ? Il est permis d'en douter...

Ainsi, la politique d'étatisation socialiste n'apporte aucune solution à la question ouvrière. Cette "solution" est une acte de violence socialiste à l'appui. "Rote Revue" N° 1/2 (1943/44) : "Ici commence la phase révolutionnaire du communisme" Robert Grimm "Histoire des idées socialistes en Suisse" : "En ce qui concerne la théorie et les buts, il n'y a aucune différence entre communisme et socialisme. Le communisme est la doctrine de la libération du pro-

priété privée des moyens de production. Sa méthode est la lutte des classes. En doctrine, socialisme et communisme concordent. Il s'agit de deux mots différents pour une même idée. Le fondement commun est le Manifeste Communiste."

Voyons aussi le point de vue bourgeois. Les partis bourgeois défendent le point de vue du libéralisme économique. Mais aucune solution pour le problème des monopoles. Nous n'oublierons pas davantage qu'il a toujours fallu des menaces de grève pour arracher aux bourgeois des concessions à l'égard des ouvriers. Nous n'oublierons pas le rôle criminel et asocial de la ploutocratie internationale qui a préparé le terrain du communisme.

Le principe libéraliste, non corrigé, favorise unilatéralement l'entrepreneur, tandis que l'ouvrier dépend du bon vouloir de son patron. Ou bien il doit mener une lutte organisée pour défendre ses intérêts. Aucune des concessions obtenues jusqu'ici n'ont pu supprimer l'opposition des classes. Les ridicules tentances modernes du patronat d'améliorer les relations avec les "subordonnés" grâce à quelques recettes américaines (Human Relations) trahissent seulement la mauvaise conscience de nos capitalistes qui commencent à s'apercevoir qu'il convient de traiter l'ouvrier correctement. Mais les ouvriers n'accepteront pas un sourire poli du directeur comme solution du problème social.

Du moment que nous admettons le principe du profit personnel comme moteur économique, nous exigeons que ce principe, qui jouait exclusivement en faveur des patrons, soit étendu aux employés grâce à la répartition aux bénéfices. La

forme actuelle de l'économie, reposant sur le principe : "tous pour un" (pour le patron), doit être modifié par la répartition aux bénéfices. C'est là le seul moyen de résoudre la question sociale, sans supprimer toute liberté économique.

En participant aux bénéfices de l'entreprise, l'ouvrier devient un associé. Les avantages de cette formule sont évidents et il est inutile de les énumérer. Cela ne signifie pas que, par ce seul moyen tous les problèmes matériels et culturels ouvriers soient résolus. Mais l'ob-

tacle principal à une communauté populaire tombe.

De nombreuses voix s'élèvent contre la répartition aux bénéfices. Elle serait techniquement difficile à réaliser et autres fâcheuses. Sans aucun doute, il existe des difficultés d'application de ce postulat. Mais ces difficultés viennent des employeurs. Des problèmes techniques d'entreprise ou d'administration beaucoup plus ardus ont été résolus. Il est invraisemblable que l'intelligence humaine fasse faillite lorsqu'il s'agit de résoudre un problème social capital.

Friedrich WEBER

A commander au Courrier du Continent : LE PROGRAMME DU PARTI POPULAIRE SUISSE, Prix Fr. 0,50

INFORMATIONS

ARGENTINE/ Le ministère de l'intérieur a publié un décret ordonnant à la police argentine de délivrer aux ressortissants chiliens des cartes d'identité sans autres formalités que celles auxquelles sont soumis les ressortis- sants argentins. Selon les instructions données par le président Peron à son retour du Chili, dit le texte du décret, les Argentins sont tenus de considérer les ressortissants chiliens comme leurs compatriotes. - Nous saluons ce pas important fait pour le renforce- ment de la troisième force dans le monde !...

ITALIE/ Le dimanche 8.3.53, à l'occasion d'une réunion présidée par A. de Marsanich, secrétaire général du Movimento Sociale Italiano, un cortège de protestation a eu lieu, au cours duquel un agent slave a jeté une bombe sur la foule. Deux camarades italiens : Fabio De Felice, de la Direction Nationale de la Jeunesse MSI, et Cesare Pozzo, de la Fédération de Pa- doue MSI, directeur du journal "Réveil Na- tional", ont eu un pied arraché. - Toute notre sympathie va à nos camarades italiens

ALLEMAGNE/ La "Deutsche Gemeinschaft" a été interdite dans le district de Coblenze. - La terreur continue.

ESPAGNE/ Le prix "Isabelle la Catholique" pour 1952 a été accordé aux ouvrages SOUS LE JOUG et LES FLECHES du professeur Manuel Ballesteros Gairos, de l'Université de Madrid, spé- cialiste des questions hispano-américaine et directeur du Séminaire National d'études politiques. - Nous sommes heureux qu'un esprit éminemment européen comme professeur Balleste- ros soit à l'honneur.

ARGENTINE/ Dans les milieux de l'émigration slovaque, le bruit circule que les onze Juifs condamnés à mort au procès de Prague, à l'exécution desquels - chose curieuse - personne n'a assisté, exécuté seulement annoncé par radio, n'ont pas été tués, mais évacués dis- crètement en Russie.

ANGLETERRE/ Au moment où le gouvernement britannique reçoit Tito, oppresseur des minorités musulmanes, l'Union Movement de Sir Oswald Mosley affirme la nécessité d'une politique d'amitié envers l'Islam.

BELGIQUE/ Un comité des organisations adhérentes aux décisions du Congrès de Paris des 2-3-4- janvier 1953 est en voie de constitution.

L'AFFAIRE D'ORADOUR

De nouveau, la presse a monté en épingle, avec sa partialité coutumière, l'affaire d'Oradour. Mais aujourd'hui, à la différence de l'époque de Nuremberg, nous avons les moyens de redresser les insanités qui s'impriment de toutes parts. Les informations impartiales ne peuvent plus être complètement étouffées.

C'est ainsi que le "Standpunkt" de Wéran, dans son numéro du 10.1.53, rappelle les côtés moins connus de l'affaire.

Peu après le massacre, l'unité en question, la 3ème compagnie du 4ème régiment de chars d'assaut de la 2ème division SS "Das Reich" a été jetée dans la bataille de Normandie, commençée le 6 juin 1944 par le débarquement allié. L'unité fut pratiquement anéantie. Diackmann, qui avait donné l'ordre du massacre, était tombé sur le front avant que la justice militaire allemande, nantie de l'affaire, ait pu l'atteindre.

Sitôt après la représaille d'Oradour, le Maréchal Pétain protesta au nom de la France auprès de Hitler; Pierre Laval au nom du gouvernement français; Joseph Darnand au nom du Ministère de l'intérieur et des Forces du Maintien de l'ordre; Francis Bout de l'An au nom de la Milice française; du côté allemand, Otto Abetz s'associa à la protestation au nom de l'ambassade allemande. Hitler répondit dans les vingt-quatre heures par la voie diplomatique, exprimant sa réprobération et assurant que les coupables seraient punis. Un officier responsable aurait été condamné et fusillé à Limoges.

Le "Standpunkt" ajoute :

"Des membres susmentionnés du Gouvernement de Vichy, un seul est en vie à l'heure actuelle; son témoignage pourrait être de valeur pour l'appréciation du drame. Comme nous avons eu la possibilité d'entrer en contact avec l'ancien chef de la Milice française, nous l'avons prié de donner son témoignage sur la genèse du drame. Il nous fit tenir une brève description. Les troupes allemandes impliquées dans le massacre avaient durant plusieurs jours traversé la Dordogne, région où les partisans se battaient. A leur arrivée à Oradour, six soldats allemands étaient étendus morts sur la route : les yeux arrachés, les joues percées de clous. Le Français ajoutait : "cela n'excuse rien, cela explique quelque chose."

L'ADAPTATION DE LA PRODUCTION AUX BESOINS

Les économistes classiques ont considéré de façon trop exclusive les besoins individuels : la nourriture, le logement, l'habillement, les dépenses de luxe de l'individu laissant dans l'ombre les besoins de la collectivité tels que la puissance militaire, les institutions sociales et culturelles. Le danger de cette optique défectueuse est de faire passer l'intérêt privé avant l'intérêt général, soit le contraire de ce que nous voulons. En effet, l'économiste classique postule que la production doit satisfaire au mieux les besoins; et, ayant en vue principalement les besoins individuels, il en vient à sanctionner l'économie capitaliste.

Entre les différents besoins des individus et de la collectivité, nous estimons une hiérarchie nécessaire. En d'autre terme, l'Etat doit diriger la production de manière à satisfaire d'abord et en tout cas les besoins les plus importants : la défense nationale, la nourriture et le logement, les institutions sociales. Vienent ensuite les besoins supportant l'attente. Et en dernier lieu les besoins de luxe.

Un ordre social tolérant des industries de luxe, alors que des familles souffrent de la faim et logent dans des faudis, un tel ordre social est à nos yeux condamné.

L'économie capitaliste offre en outre l'ennui d'aboutir périodiquement à une surproduction par secteur. En raison de l'allongement du cycle de production dans l'industrie moderne, c'est-à-dire en raison du délai plus grand séparant l'instant où un entrepreneur commence à construire une usine de l'instant où le produit fabriqué est mis en vente, en raison de cela, il arrive souvent que, pour un article très demandé, un grand nombre d'industriels, s'ignorant les uns les autres, mettent sur

pied des fabriques, et soudain, une fois le mal irréparable, on constate la surproduction.

Hiérarchie dans les besoins, élimination de la surproduction par secteur, ces buts appellent une planification de la production. L'Allemagne nationale-socialiste et la Russie soviétique ont obtenus leurs résultats sensationnels grâce à leurs plans de quatre ou cinq ans.

Un autre défaut capitaliste est le gaspillage des forces par le trop grand nombre d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur : hypertrophie du commerce, de la publicité, multiplication des concurrences inutiles entre vendors.

Trop d'employés de bureau ! Et quelle profession déshéritée ! N'importe quel petit artisan peut trouver plaisir à son travail loyal et productif. Mais le malheureux qui classe des fiches par ordre numérique ou alphabétique !... Mais le comptable qui aligne ses chiffres !... Mais la dactylo qui tape des adresses !... Cela chaque jour de huit à douze et de quatorze à dix-huit heures !... Cela durant vingt ou trente ans !...

Cette activité dégradante doit être réduite au minimum.

L'Etat doit donc prendre des mesures pour supprimer les intermédiaires superflus. Il peut le faire, au besoin, en créant lui-même de grands organes de distribution. Le but : grâce à la rationalisation, diminuer de beaucoup le nombre des employés. Les forces ainsi libérées pourraient désormais servir à la production et, par là, accroître la puissance de la communauté.

Seule la Révolution européenne, sachant établir la vraie hiérarchie des besoins, parviendra à adapter valablement la production aux besoins.

G.-A. AMAUDRUZ

STABILITE DES PRIX, DEVELOPPEMENT HARMONIEUX DE LA PRODUCTION, SUPPRESSION DES INTERMEDIAIRES INUTILES DOIVENT ETRE LES BUTS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DES MOUVEMENTS SOCIAUX EUROPEENS.

(Déclaration de Zürich)

A commander au Courrier du Continent : LA DECLARATION DE ZURICH, Prix Fr. 0,50

CHOSES D'EUROPE

FRANCE/ Le 25 février 1953, le Mouvement National Progressiste tenait un manifestation publique contre l'"armée européenne", "nouveau moyen de placer sous la domination des judéo-ploutocrates américains les Peuples d'Europe non encore asservis par leurs anciens alliés bolchéviks". Orateurs : nos amis René BINET et Georges PRADE.

EGYPTE/ Répondant à l'envoi d'un exemplaire de "La raison de ma vie", le président du conseil Egyptien adressa à l'attaché culturel argentin, M. Malatios Ksouri, une lettre déclarant qu'il connaît et admire la politique sociale du général Peron et l'œuvre humanitaire réalisée par son épouse.

SUÈDE/ Notre ami Einar ABERG a été condamné à une amende pour "tracts antisémites". Nous nous tons avec intérêt qu'en Suède aussi les autorités cherchent à combattre des idées par des brimades... À noter d'ailleurs qu'Einar Aberg a toujours protesté contre l'accusation d'antisémitisme, affirmant se borner à faire connaître la vérité sur la question juive.

ALLEMAGNE/ Dans la lettre N° 28 de la "Droite unifiée" (groupant un certain nombre de partis nationaux allemands), L. Stoeber, sous le titre "le cas Krikpatrick", fait la très heureuse proposition de confier à Sir Kirkpatrick des fonctions où ses aptitudes colonialistes soient mieux employées qu'en Allemagne, par exemple celles de gouverneur à Kenia pour lutter contre les Mau-Mau...

FAITES CIRCULER LA PRÉSENTE BROCHURE !

Nous citions volontiers les passages où d'autres journaux que les nôtres font la critique de la "démocratie" suisse. On ne saurait leur prêter l'intention de nous prêter main-forte !

Badener Tagblatt

"On a déjà beaucoup écrit sur la méfiance du peuple à l'égard des autorités. Il y a là sans aucun doute un problème méritant une attention spéciale. Et c'est d'autant plus urgent que cette méfiance n'est pas unilatérale. Le Conseil fédéral et l'administration fédérale se méfient du peuple. C'est une chose encore plus grave."

Démocratie !...

Glarner Nachrichten

"...nous avons tous oublié notre patrie. Nous ne savons plus obéir et accepter un ordre raisonnable. Nous crions comme des écorchés à la moindre démangeaison. Toute l'énorme propagande électorale, qui engloutit des millions, la technique des slogans, tout cela masque mal notre vide; parce que nous avons perdu notre patrie et notre âme, nous les ramplagons par du bruit."

- Surtout lorsque des idéalistes s'efforcent de reconquérir l'âme et la patrie perdues.

Das Aufgebot

"Nul ne s'aventure plus dans un combat ouvert, d'homme à homme, depuis que c'est devenu la mode de calomnier quiconque ne se conforme pas aux directives officielles... On défend des intérêts personnels ou de partis, mais on ne défend plus une cause."

- Bien dit !

La Suisse

Un journaliste de "La Suisse" mentionne un voyage fait dans l'Allemagne d'après-guerre, au cours duquel il a pu constater l'ampleur des destructions. A Saarbrücken, détruit par les bombes américaines, il remarqua avec étonnement que les hauts-fourneaux avaient été miraculeusement épargnés. Dans la ville de Mayence, démolie au 85 %, le gratte-ciel de verre des fabriques Opel n'avait eu aucun mal. La clef de l'enigma lui fut donnée par quelques mots murmurés à son oreille : "capital américain" !

Davoser-Zeitung

"Ce n'est sans doute pas la faute des hommes, même des Conseillers fédéraux, si quelque chose va mal (vraiment ?). C'est la faute du système, de l'administration hypertrophiée (l'un et l'autre nous viennent assurément de l'Au-Dala...). Mais il y a des centaines de fonctionnaires fidèles qui souffrent sous le système (les pauvres !). Les circonstances sont souvent plus fortes que le Conseiller fédéral le plus fort (voilà typiquement une excuse qui accuse...). Et alors la "méchante" presse se lève et lance des critiques qui ne sont pas toujours aussi mal intentionnées qu'on pourrait le croire."

- Non, nous n'en doutons pas un seul instant, chère "Davoser-Zeitung". Nos autorités peuvent se rassurer et retourner à leur ornière en toute tranquillité.

Die Tat

"Nous apprenons de Silésie que la dernière école de langue allemande, qui existait à Liegnitz, a été polonisée."

Die Tat

"300 Suisses par an versent leur sang pour la France !... Presque à chacune des 29 séances du Tribunal divisionnaire 6, au cours de l'an dernier, un à trois cas de légionnaires ont été traités. Cela fait annuellement 50 à 60 cas par année pour une division, soit 300 par an pour tout le pays - chiffres d'ailleurs confirmés par ceux des autres tribunaux militaires."

- La question qui se pose : POURQUOI ?

Die Tat

"Général Eisenhower se servit à son entrée en fonctions comme président des Etats-Unis, au XXe siècle, de la Bible utilisée par Georges Washington pour prêter serment. Cette Bible richement illustrée, vieille de plus de deux siècles, se trouve depuis plus de 190 ans propriété d'une loge maçonnique de New-York."

- Sans commentaires !

Die Tat

"Dulles parlant aux nations opprimées : "Notre nation doit demeurer ferme comme un roc dans un monde de tempête. A ceux qui souffrent sous le joug communiste, aux timides (!) et aux intimidés, nous crions : "vous pouvez compter sur nous !" (il est prudent de faire son testament. Unis aux autres peuples du monde libre (libre ??), nous pouvons, j'en suis sûr, parvenir à une paix honorable (comme la dernière assurément ?...)). Deux choses sont certaines : 1) notre gouvernement ne commencera jamais une guerre (Hum, hum !) 2) Il est tout aussi certain qu'il ne se laissera jamais intimider (Hum, hum, hum, hum !!!), qu'il ne tombera jamais sous la dépendance de quiconque et ne sera jamais vaincu."

- Après cela, ceux qui ne sont pas assurés, sont bien difficiles !

Die Neue Generation

"Fin du libéralisme : statut des montres, loi sur l'agriculture, contingentement du tabac, contrôle des prix, etc., sont des solutions représentant un abandon définitif du libéralisme. Certaines sont même incompatibles avec les principes démocratiques, car elles sont des lois d'exception en faveur d'une branche économique isolée... De semblables tendances de la législation signifient un renversement complet des conceptions qui ont présidé à la naissance de notre constitution fédérale !"

Die Ostschweiz

"De plus en plus, le paysan, autrefois libre, attend tout son salut de l'Etat. Il ne peut pas lutter contre l'économie libérale."

- Ces deux dernières citations montrent bien les inextricables contradictions du système. Des méthodes fausses au service d'une doctrine fausse.

Tagess-Anzeiger Zürich

"Dans tous les partis la même plainte : le nombre des membres diminue..."

- Signe des temps...

ENCORE L'AFFAIRE D'ORADOUR

Sous le titre "La justice et le régime démocratique", le Bulletin de février 1953 du COMITÉ NATIONAL FRANÇAIS prend la position suivante :

"Le 16 septembre 1948, le Journal Officiel de la République Française publiait la loi n° 48-1416 du 15 septembre relative à la répression des crimes de guerre..."

"Cette loi permettait notamment de faire comparaître devant des tribunaux militaires composés en majorité de juges ayant appartenu aux F.F.I. ou à une organisation de résistance" (art. 5), les membres du régiment "Der Führer" de la division d'élite "Das Reich"..."

"Le verdict de Bordeaux, condamnant Allemands et Alsaciens, sema la panique parmi les "honorables parlementaires" qui, en votant en 1948 à l'unanimité la loi de répression, n'avaient pas pensé que les participants à l'affaire d'Oradour n'étaient pas uniquement des soldats allemands et que parmi les inculpés les Français seraient en majorité. Il fallait "réparer" cette erreur politique qui montrait au monde que les auteurs de "crimes de guerre" n'étaient pas exclusivement les Allemands ainsi que la propagande israélo-allemande s'employait depuis Nuremberg à l'établir.

"Dès lors le 27 janvier, les députés avaient voté une loi obligeant le tribunal de Bordeaux à prononcer pour un même délit deux jugements différents selon que les accusés étaient allemands ou français. Les juges militaires ne voulaient pas participer à cette manœuvre et condamnèrent les inculpés sans distinction de nationalité.

"La situation était sans issue, et pour des raisons électorales les députés adoptèrent une décision qui discrédite une fois de plus le régime parlementaire et montre au monde stupéfait comment les démocrates français comprennent la justice. Ils amnistieront les Français et les firent clandestinement sortir de la prison de Bordeaux pour les ramener protégés par la Police dans leur province."

Fondation de la "Hans Thoma-Gesellschaft"

Dans notre dernier numéro, nous annoncions que, pour lutter contre la décadence des arts, une association culturelle était en voie de création à Zürich.

C'est maintenant chose faite. Ainsi que nous l'apprenons, cette association, sous le nom de "Hans Thoma-Gesellschaft", se propose de soutenir la création artistique et scientifique répondant aux aspirations morales du peuple.

Dans son discours d'ouverture, Edmond GILLARD, membre du bureau de la "Hans Thoma-Gesellschaft" (également membre du Comité central du Parti Populaire Suisse), stigmatisa la décadence de la culture. "Une des caractéristiques de la décadence ultra-moderne consiste dans l'amour du morbide, du dégénéré. Ce ne sont pas les bons modèles qui manquent, mais la raison réside dans une parenté de nature qui attire une catégorie d'artistes vers la pourriture." Et il conclut en proclamant la nécessité de rétablir la communion entre les parties saines de notre peuple et les artistes qui les représentent.

Mentionnons qu'à Paris une tentative du même ordre se développe avec succès depuis plusieurs années avec l'association des "Intellectuels indépendants".

Nous saluons la fondation de Zürich et lui souhaitons un succès semblable.

Nous souhaitons aussi qu'en Suisse romande une initiative de ce genre soit prise, le combat culturel devant être mené partout. Verrons-nous bientôt chez nous une association d'intellectuels et d'artistes indépendants ?

Ceux d'entre vous que la question intéresse sont invités à nous écrire...

Souscrivez abonnement...

...à la revue de nos camarades français : LA SENTINELLE, directeur politique : René BINET. Boîte postale N° 10, rue Duc - Paris 18 e.

Dix numéros : Fr. fr. 500-. CCP : 728.451

LISTE DES PUBLICATIONS QUE VOUS POUVEZ COMMANDER AU COURRIER DU CONTINENT
 (Case Ville 728, CCP : II.13825)

Benito MUSSOLINI	HISTOIRE D'UNE ANNEE	Fr. 8.-
René BINET	THEORIE DU RACISME	Fr. 1,30
Pierre CLEMENTI	LA TROISIEME PAIX	Fr. 3,80
Robert H. KETELS - TROIS ANNEES D'EFFORTS SECRETS POUR LA POLITIQUE CONTINENTALE	Fr. 2.-	
Erhard FLIESBERG	WOVON LEBT DER MENSCH	Fr. 2.-
Paul GENTIZON	DEFENSE DE L'ITALIE	Fr. 12.-
Georges OLTRAMARE	REGLONS NOS COMPTES	Fr. 1.-
Giuseppe PATANE	BE-BOP OU PAS BE-BOP	Fr. 5.-
G.-L. AMAUDRUZ	UBU JUSTICIER AU PREMIER PROCES DE NUREMBERG	Fr. 5.-
DECLARATION DE ZURICH	Fr. 0,50	
DECLARATION DE PARIS	Fr. 0,50	
RESOLUTIONS DU CONGRES DE PARIS	Fr. 0,50	
PROGRAMME DU PARTI POPULAIRE SUISSE	Fr. 0,50	

Multicopié par les soins du Courrier du Continent, Case Ville 728, Lausanne (Suisse).